

PRESSES UNIVERSITAIRES JURIDIQUES
UNIVERSITÉ DE POITIERS
COLLECTION DE LA FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES SOCIALES

LES LISTES D'INFRACTIONS

ÉTUDE EN DROIT PÉNAL FRANÇAIS, ITALIEN ET INTERNATIONAL

Hajer ROUIDI

Thèse pour le doctorat en droit privé et sciences criminelles



Prix de thèse de l'Ordre des avocats de la Vienne
Édition 2015

DROIT  Faculté
de Sciences sociales
UNIVERSITÉ DE POITIERS

LGDJ

lextenso éditions

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS	5
SOMMAIRE	7
PRÉFACE	9
LISTE DES ABRÉVIATIONS	13
INTRODUCTION	17
PREMIÈRE PARTIE.	
LES FONCTIONS DES LISTES D'INFRACTIONS	35
Chapitre I.	
La fonction légistique	39
Section I.	
Une technique de rédaction au service de la qualité de la loi	41
§ 1. Une technique de précision.....	41
A. La visibilité formelle : une entité graphique	42
B. La simplicité linguistique : une suite de mots	53
§ 2. Une technique de rationalisation.....	55
A. La rationalisation qualitative : une mise en ordre	55
B. La rationalisation quantitative : une économie des mots.....	57
Section II.	
Un mode de détermination du domaine de la loi	65
§ 1. Le domaine d'application dépend de la nature de la liste	65
A. Les indicateurs textuels de la nature de la liste	66
1. Les indicateurs	67
a) Les listes ouvertes.....	67
b) Les listes fermées	68
2. Leurs conséquences.....	70
B. Les éléments contextuels de la nature de la liste	72
1. La nature exceptionnelle de la règle appliquée	72
2. La <i>ratio</i> de la liste d'infractions	74
§ 2. Le domaine d'application dépend du contenu de la liste	76
A. La précision du contenu.....	77
B. L'imprécision du contenu	80
1. Les catégories générales	80
2. Les clauses ouvertes	82

Chapitre II. La fonction politique 87

Section I.

Une expression de choix législatifs 89

- § 1. La liste est un critère de sélection 89
 - A. La liste seul critère de sélection 89
 - B. Pluralité des critères de sélection 91
- § 2. La liste est un instrument de compromis 95
 - A. La recherche d'un équilibre 96
 - B. La cohérence des choix 99

Section II.

Un support d'évolution 104

- § 1. La recomposition de l'existant 104
 - A. Des listes pour « surqualifier » des infractions de droit commun 105
 - 1. L'exemple du terrorisme 105
 - 2. L'exemple des crimes contre l'humanité 115
 - B. Des listes pour déroger au droit commun procédural 127
 - 1. L'exemple du Livre IV du Code de procédure pénale français 129
 - 2. L'exemple de la criminalité organisée dans les droits français et italien 133
- § 2. L'impulsion de nouvelles institutions 140
 - A. Des listes pour instituer de nouvelles compétences 141
 - 1. L'exemple des juridictions pénales internationales 142
 - 2. L'exemple des organes de coopération pénale européenne 146
 - 3. L'exemple de la compétence universelle des juridictions nationales 153
 - B. Des listes pour introduire de nouveaux concepts 158
 - 1. L'exemple de la rétention de sûreté en France 159
 - 2. L'exemple de la *responsabilità amministrativa* des personnes morales en Italie 160

DEUXIÈME PARTIE.

L'ÉVALUATION DES LISTES D'INFRACTIONS 165

Chapitre I.

L'extension des listes d'infractions 171

Section I.

L'échec des listes à restreindre les exceptions 172

- § 1. Les tenants d'une exhaustivité illusoire 172
 - A. Explication 173
 - B. Illustration 174
 - 1. Droit interne 174
 - a) L'exemple du terrorisme en droit français 174
 - b) L'exemple de la criminalité organisée dans les droits français et italien 176
 - 2. Droit international 182
 - a) L'exemple des infractions « dépolitisées » 182
 - b) L'exemple des infractions donnant lieu à une observation transfrontalière sans autorisation préalable 184
- § 2. Le risque d'une banalisation de l'exception 186

A. L'exemple du fichage	187
B. L'exemple de la fouille de véhicules	189
C. L'exemple de la confiscation élargie	190
Section II.	
L'efficacité des listes pour impulser des innovations	194
§ 1. L'élargissement continu de la liste	195
A. Un élargissement programmé	195
B. Un élargissement spontané	199
§ 2. La substitution à la liste d'un autre critère de délimitation	203
A. Un critère précis : la pénalité	203
B. Des critères contingents : les énoncés généraux	206
1. L'exemple de <i>l'incidente probatorio</i>	206
2. L'exemple de la compétence pénale de l'Union européenne	209
Chapitre II.	
La dénaturation des listes d'infractions	217
Section I.	
Des fonctions perverties	217
§ 1. La dénaturation de la fonction de précision	217
A. L'emploi de notions indéterminées	219
1. L'exemple de la bande organisée en droit français	220
2. L'exemple de la finalité de terrorisme en droit italien	221
3. L'exemple des catégories génériques du mandat d'arrêt européen	223
B. Le recours au critère de la connexité	225
1. D'une extension de compétence à une extension de qualification	225
2. L'incertitude du critère de la connexité	227
§ 2. La dénaturation de la fonction de rationalisation	228
A. La superposition de régimes différents applicables à certaines infractions	229
B. L'application du même régime dérogatoire en dehors des infractions énumérées	231
Section II.	
Des remèdes possibles	233
§ 1. Des principes à respecter	233
A. L'exigence de légalité dans la rédaction et la transposition des listes européennes	234
1. Légalité et rédaction des listes en droit européen	235
2. Légalité et transposition des listes en droit interne	243
B. L'exigence de proportionnalité contre l'instrumentalisation sécuritaire des listes	246
1. Proportionnalité et étendue des listes	247
2. Proportionnalité et contenu des listes	250
§ 2. Des méthodes à développer	252
A. Des évaluations normatives plus ciblées	252
B. Un contrôle de constitutionnalité renforcé	256
CONCLUSION	267
ANNEXES	271
BIBLIOGRAPHIE	303